

2^e FORUM ADEME DES INNOVATIONS

SITES ET SOLS POLLUÉS

Des espaces à reconquérir

■ Le long passé industriel de la France a laissé en héritage des substances polluantes qui se sont accumulées dans l'environnement. Les territoires portent également les stigmates d'autres activités humaines à l'origine de la dégradation des sols (exploitations minières, activités de service...) qui peuvent avoir des impacts néfastes sur la santé humaine et l'environnement (par exemple sur les eaux souterraines, les sédiments...).

■ Ces territoires pollués sont au cœur de plusieurs enjeux environnementaux et économiques :

- la **valorisation de la réserve foncière** libérée pour de nouveaux usages utiles (logements, bureaux, commerces, espaces verts, ...), permettant de lutter contre l'étalement urbain ;
- l'**amélioration de la qualité des sols** et des eaux souterraines ;
- la **généralisation de la dépollution** sur l'ensemble du territoire national ;
- la **gestion durable** des sites pollués.

■ Deux paramètres clés joueront, sur le long terme, un rôle déterminant dans la gestion de ces territoires :

l'usage futur des sols envisagé (usage unique ou multifonctionnel) et les **moyens disponibles**, en particulier financiers (apportés par les acteurs de la reconversion ou par la société). Selon les évolutions de ces paramètres, quatre contextes contrastés de gestion des sites et sols pollués sont proposés dans la feuille de route.

■ La feuille de route sur la **"Gestion intégrée des sols, des eaux souterraines et des sédiments pollués"** identifie ainsi les besoins de recherche qui portent essentiellement sur :

- la caractérisation et le **transfert des polluants** : sont concernées en priorité les méthodes de diagnostic et de surveillance des transferts de pollution ;
- les techniques de **traitement et de confinement des contaminations** : elles doivent permettre la mise au point de techniques de dépollution plus efficaces, l'extraction maîtrisée et la valorisation des matériaux pollués ;
- des **démarches intégrées de gestion durable** combinant



les aspects environnementaux (y compris la biodiversité), économiques et sociétaux (y compris les verrous psychosociologiques), sans oublier les dimensions réglementaires et juridiques. Les travaux de recherche doivent permettre d'élaborer et de tester, en situations réelles, des bases de données pour un système d'observation, d'alerte et de capitalisation, des modèles économiques adaptés et des outils multicritères d'aide à la décision.